

# **Que sont les Alpes de Haute-Provence ?**

*Par Bernard BARBIER, professeur émérite, Université de Provence*

Le nom de « département des Alpes-de-Haute-Provence » est récent : il date de 1971, mais le département est beaucoup plus ancien, puisqu'il remonte à la Constituante qui, en 1790, façonnait une nouvelle carte administrative de France et inventait les départements. Ainsi, fit son apparition celui des Basses-Alpes, à une époque où le mot de « basses » n'évoquait rien de péjoratif et ne pouvait nuire à un tourisme inexistant.

Cette nouvelle entité administrative fut longtemps méconnue des Français, qui la situaient mal (quand ils la connaissaient !), ou qui en faisaient une des terres les plus pauvres et les moins peuplées de leur pays ; ce triste privilège était partagé avec la Lozère ou la Corse. Mais, la situation est tout autre de nos jours : une image nouvelle est née, qui montre que cette montagne sud-alpine est connue et appréciée par ses visiteurs. Son économie s'est transformée et modernisée, ses anciens émigrants sont remplacés par de nouveaux venus qui trouvent un grand charme à s'installer dans une haute Provence jugée plus belle et plus variée que la Basse. Ce changement remonte aux « Trente Glorieuses », c'est-à-dire à l'après-guerre .

## **Les Basses-Alpes d'autrefois**

### **La création du département**

Chacun sait que les Constituants voulaient faire un nouveau découpage territorial qui permette à chaque habitant de se rendre au chef-lieu de son département dans la journée. Si l'on voulait casser les subdivisions de l'Ancien Régime et faire oublier les anciens noms de l'histoire, on ne souhaitait pas bouleverser totalement les cadres de vie habituels des habitants et détruire des liens d'échanges et de rencontres.

Ainsi, la Provence fut découpée en trois départements, et les Basses-Alpes en prirent la partie la plus septentrionale et la plus élevée, devenant un des 83 départements de la France d'alors. La limite entre la Provence et le Haut Dauphiné, vers Sisteron, fut respectée, mais la vallée de l'Ubaye et le canton d'Allos, anciennes terres savoyardes devenues françaises en 1713 au traité d'Utrecht, furent donnés au département bas-alpin, après consultation des populations locales, et non à celui des Hautes-Alpes, malgré ses liens traditionnels et « naturels » avec Gap et le Dauphiné, mais cela eût été étendre ces Hautes-Alpes jusqu'à Allos, sur le haut Verdon ; n'oublions pas que la forteresse de Colmars-les-Alpes, sur le haut Verdon possède une « Porte de Savoie », qui regarde vers le nord. A l'est, la limite est celle entre la France et les terres niçoises de la Savoie, gardée par la forteresse d'Entrevaux. A l'ouest, c'est celle qui sépare la France des possessions du Pape, avant que les Etats pontificaux, à la suite du plébiscite, soient rattachés à la France et constituent le département de Vaucluse, quatrième département provençal.

### **Un département fait de deux morceaux**

A l'intérieur de cet ensemble, le relief ne crée pas suffisamment de convergences pour faciliter les liaisons. Certes, la vallée de la Durance, dans sa partie bas-alpine, entre 490 mètres (cluse de Sisteron ; pont datant de 1365, aujourd'hui remplacé) et 270 mètres (pont Mirabeau), constitue un axe de passage remarquable, déjà utilisé par les Romains. Ils

construisirent la Via Domitia, qui permettait d'unir la plaine du Pô à la région languedocienne (leur Narbonnaise) et, par là même, firent entrer notre région et ses habitants dans l'histoire. Cette *Via* suivait le tracé de la vallée de la Durance, mais évitait souvent les rives de la rivière, trop dangereuse en crue. A l'ouest, s'étalent les plateaux de Forcalquier et du Bion, entre 600 et 1000 mètres d'altitude, limités par les chaînons est-ouest de Lure (1827m), au nord, et du Luberon (1126 m), au sud ; il s'agit là d'espaces que l'homme a facilement occupés. A l'est de la Durance, s'élève le plateau de Valensole ( 6-700 m), dans lequel s'enfoncent des vallées affluentes, comme celles de la Bléone et de l'Asse, vallées qui prennent naissance dans ou dans les premiers chaînons des Préalpes de Digne.

Là, commencent les difficultés : le département est bien fait de deux morceaux différents, avec sa moitié occidentale, constituée du sillon durancien et de ses plateaux encadrants, et sa *partie orientale*, faite de moyennes et hautes montagnes et parcourue de rivières au tracé divergent. En remontant la Bléone et ses affluents au-delà de Digne, on s'enfonce dans des vallées souvent encaissées et n'aboutissant pas toujours à des cols routiers utiles. Le nord-est des Alpes-de-Haute-Provence est le pays de l'Ubaye, rivière venant des sommets bas-alpins les plus élevés (3412 m à l'Aiguille de Chambeyron) et se jetant dans la Durance près de Gap ; ce pays de Barcelonnette est mal relié au reste du département, surtout en hiver. En quittant la région dignoise plein est, par des routes sinueuses, on arrive à la vallée du Verdon, lui aussi venu de hauts sommets ( vers les 3 000 m) et qui, s'écoulant nord-sud, s'encaisse très profondément dans les montagnes et plateaux (Canjuers, 1000m) qu'il traverse. Au sud de Castellane, cela donne le magnifique grand Canyon du Verdon, aux parois de calcaires hautes de 500 à 700 mètres. A partir de ce secteur très touristique, la rivière bifurque vers l'ouest et, par ses basses gorges, rejoint difficilement la Durance ; son intérêt pour les communications est réduit. Enfin, encore plus à l'est, on arrive au fleuve le Var, qui mène dans la région niçoise. Cette partie orientale bas-alpine, avec ses crêtes à 3000-3300 mètres, ses cours d'eau allant dans toutes les directions, ses vallées resserrées ou en gorge, est une région défavorisée par la nature pour l'économie traditionnelle, sauf dans quelques secteurs où les vallées s'élargissent , mais qui se prête bien au tourisme aujourd'hui.

Le contraste est flagrant entre l'ouest assez facile à mettre en valeur et l'est plus âpre. Les régions climatiques, qui appartiennent au type méditerranéen, épousent les variations du relief, opposant un val durancien, qui accepte l'olivier, à une moyenne et haute montagne où l'élevage est la ressource essentielle.

### **Quel chef-lieu promouvoir dans cet ensemble disparate ?**

Sisteron convenait bien, malgré sa position excentrée, mais la ville « pensait mal », à la différence de Digne, qui, de petite bourgade, passa au rang de Préfecture, ce qui fit sa fortune. Quels arrondissements établir ? On voit la difficulté de divisions administratives dans un département de 6925 km<sup>2</sup>, soit mille de plus que la moyenne nationale, peu peuplé, au relief cloisonné faisant obstacle aux communications : il fallut créer cinq arrondissements pour seulement un peu plus de 100 000 habitants ! Ce furent ceux de Digne, Sisteron, Forcalquier, Barcelonnette, et Castellane. Ces choix s'expliquent : Digne était déjà promue préfecture ; Sisteron était un centre urbain notable avec une citadelle forte et un des rares ponts sur la Durance ; Forcalquier profita de son passé historique de ville comtale et de centre de routes sur les plateaux occidentaux ; Barcelonnette, créée ex nihilo selon un plan quadrillé par le comte Raimond-Béranger IV au XIII<sup>ème</sup> siècle, s'imposait comme seule ville possible au milieu de l'unique bassin un peu large de l'Ubaye ; quant à Castellane, qui était et reste

toujours une cité très modeste, c'était le «carrefour le moins mauvais», selon le géographe alpin R. Blanchard, pour toute la partie orientale.

Manosque, actuellement la ville la plus peuplée (environ 20 000 habitants) et magnifiquement située sur le grand axe durancien, semble oubliée et n'est qu'un chef-lieu de canton. Mais il faut se rappeler que les divagations de la Durance lors des crues automnales étaient fort dangereuses et interdisaient, sur ses rives, l'installation de localités et de ponts. Ceux-ci ne furent construits qu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec la technique des ponts suspendus : le rôle de passage de la vallée durancienne dans le département ne commença qu'à cette date, et encore lorsque cette technique fut bien assurée : le pont des Mées fut emporté, en 1843, le jour de l'inauguration ; la même année, celui de Manosque fut balayé par une crue. Jusqu'à cette époque, le passage s'effectuait sur les plateaux occidentaux : la via Domitia y était implantée et Forcalquier, bien située sur une route essentielle (elle est encore située sur une « nationale », la N.100, une des trois du département) et bénéficiant d'une faveur historique, put devenir une ville d'une certaine importance.

Les subdivisions subsistèrent jusqu'en 1926, date à laquelle une réforme supprima la sous-préfecture de Sisteron au profit de celle de Forcalquier, qui possède aujourd'hui 43% des cantons et des communes et 55% de la population du département. Aujourd'hui, il y a le même nombre de cantons qu'au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, trente, mais le nombre de communes a diminué, accompagnant la dépopulation depuis 1850 : on est passé de 256 à 200. Mais il reste encore beaucoup de petites communes : seize d'entre elles n'atteignent pas les cinquante habitants et quarante-sept autres se contentent d'en avoir de cinquante à quatre-vingt-dix-neuf.

### **La vie traditionnelle**

Dans ce cadre naturel sévère, la « vie traditionnelle » a persisté au moins jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle ; de 1850 à la fin de la deuxième guerre mondiale, le progrès pénétra lentement par la vallée de la Durance, contrebalancé par une forte émigration ; ce n'est qu'avec les Trente glorieuses que le département a véritablement connu l'ouverture sur le monde moderne.

Il n'est pas question de reprendre ici tous les aspects de la vie ancienne : agriculture céréalière à faibles rendements, pommes de terre, quelques vergers, l'olivier le long de la Durance, un peu de vin, du miel ; élevage d'ovins et de caprins, peu de bovins sous un climat trop sec, transhumance due à la nécessité d'aller chercher des pâturages en altitude l'été, renforcée par celle des troupeaux des plaines de basse Provence, fabrication de fromages ; échanges se faisant par les foires hebdomadaires et les grandes foires annuelles, colportage ; industries limitées à de petites manufactures de draps et de toiles ou encore de faïences ; routes médiocres et rareté des ponts, mais n'empêchant pas la sortie de produits vers le Midi (bestiaux, grains, amandes, truffes); nombreux villages, que l'on trouve pittoresques aujourd'hui avec leurs vieilles chapelles et églises romanes, leurs toits de tuiles romanes roses, leur sites perchés et leur aspect ramassé et défensif ; des bourgades et des villes modestes (Digne a 4000 hab. en 1841). La pauvreté était omniprésente et les crises économiques, nées toujours de mauvaises récoltes, étaient redoutées pour les famines qui suivaient.

### **Les premiers changements**

La période de paix du XIXème siècle, après les guerres du Ier Empire, s'accompagne d'une reprise démographique : les 134 000 habitants de 1801 deviennent 156 000 en 1846 : C'est le maximum atteint par le département dans son histoire, qui correspond à celui qu'ont connu toutes les Alpes françaises à la même époque. Ensuite, arrive le déclin démographique, sans répit jusqu'à la fin de la guerre de 1939-1945. Les Basses-Alpes entament une longue période de perte de population et de légère transformation par le « progrès » si cher aux gens de l'époque.

En 1946, il n'y a plus que 83 000 habitants, soit une perte de 46,6% ; la courbe démographique montre un déclin régulier, aggravé par la saignée de 1914-18 ( 107 200 habitants en 1911 et 91 900 en 1921). L'émigration en est la cause. Elle traduit le souci d'échapper à une vie trop difficile. Elle a commencé par l'aventure des « Barcelonnète », qui débuta dans les années vingt du XIXème siècle ; des habitants de l'Ubaye sont allés chercher fortune en créant des commerces, des « bazars », à Mexico et au Mexique, ou encore dans le reste de l'Amérique latine ; mais il faut se rappeler que le phénomène ne s'est pas limité à la seule Ubaye. Ces émigrants n'oubliaient pas leur village et envoyaient de l'argent à ceux qui étaient restés ; de retour au pays, au moment de la retraite, ils affirmaient leur succès en dotant leur commune natale et en faisant construire de splendides villas dans le pourtour de leur ville. A partir de 1850, l'émigration releva d'une autre cause, la recherche d'un emploi hors de la montagne, mais en France, dans des villes qui connaissaient un fort développement et avaient besoin de main-d'œuvre pour l'industrie, le bâtiment et leurs divers services. Cette émigration, qui ne devait rien aux nouveaux chemins de fer comme on l'a trop écrit, a tiré beaucoup de montagnards de la misère, mais elle a privé la montagne de ses éléments les plus énergiques et a ralenti son évolution.

Néanmoins, les moyens de communication modernes se sont développés. L'Empire avait créé quelques grandes routes, mais c'est la voie ferrée qui a eu le plus grand rôle. Une ligne a ouvert les Basses-Alpes vers Marseille, au sud, Gap et Grenoble, au nord, même si elle était (et est encore) à voie unique : l'axe durancien a joué pleinement son rôle. Les liaisons ont aussi été établies avec Valence et la vallée du Rhône, par Aspres et la vallée de la Drôme, ainsi que vers Briançon. Digne, la Préfecture, bénéficia d'une bretelle qui la joignait à la ligne de la Durance. Elle était reliée aussi, par le « tortillard » Digne-Nice, à ses territoires orientaux. C'était l'époque où le chemin de fer apparaissait comme le signe de la modernité et devait être présent partout : il desservait la sous-préfecture de Forcalquier (il n'en reste plus que le pont ferroviaire devenu pont routier) ; une petite ligne fut posée au nord du Luberon, vers Apt, transformée récemment en piste cyclable ; Barcelonnète a vu de même un commencement de construction de ligne ferrée, marquée par le pont de Prunières, dans le Gapençais, mais les travaux se sont arrêtés là, le pont est sous les eaux de Serre-Ponçon et la ville a toujours été citée comme la seule sous-préfecture française sans gare !

Les productions furent aussi modifiées. Si les céréales et l'élevage gardèrent toute leur place, les vergers de Durance et des vallées affluentes se développèrent et contribuèrent à la réputation des fruits des Alpes du Sud ; la lavande connut un triomphe et apparut comme la future grande richesse sud-alpine, espoir vite déçu. Les machines firent leur apparition au XXème siècle et les rendements s'améliorèrent. Mais, les villages restaient sous-équipés (eau de la fontaine, retard pour l'électrification) ; il faudra attendre l'après-guerre pour que l'Etat fasse l'effort nécessaire. Les villes elles-mêmes gardaient encore, au début des années cinquante, un aspect d'une autre époque.

## **Les Alpes-de-Haute-Provence aujourd'hui**

Le grand changement s'est effectué dans la deuxième moitié du XXème siècle. Une conjoncture particulièrement favorable a permis un développement économique exceptionnel et de longue durée, comme les pays développés n'en avaient encore jamais connu ; il s'est accompagné d'une transformation des sociétés locales, des villes, des mentalités ; Grâce à l'aménagement du territoire, les habitants des régions les moins favorisées devaient bénéficier des mêmes conditions de vie que les autres.

### **La reprise démographique**

Le signe de cette transformation est la reprise démographique. Le Recensement Général de la Population de 1954 montre, par rapport de celui de 1946, un léger accroissement : 84 335 habitants au lieu de 83 354 que les recensements suivants ont largement consolidé et amplifié. Celui de 1999 dénombre 139 581 personnes et l'I.N.S.E.E. estime la population à environ 142000 habitants au début de 2003, soit un petit ralentissement du rythme de progression. Le maximum de 1846 n'est pas retrouvé, ce qui ne saurait constituer un objectif, mais le gain est tout de même de 58 000 personnes en un demi-siècle, soit un accroissement de 70%. La montagne des Alpes du Sud a cessé de faire figure de repoussoir.

Le taux de natalité est faible, de 11,1/mille seulement, et celui de mortalité de 10,6 : l'accroissement naturel est donc très modeste, 0,5/mille, soit 68 personnes entre 2001 et 2002. C'est que la population est « vieille » : 25,7% de soixante ans et plus ; cela tient à l'augmentation de l'espérance de vie ( 75,8 ans pour les hommes et 83 pour les femmes, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne nationale), mais surtout à l'immigration, dont une bonne partie est composée de retraités. Ces derniers sont au nombre de 24 348, soit 17,2% de la population, pourcentage qui n'est dépassé en P.A.C.A. que dans les Alpes-Maritimes et le Var, dont les villes littorales les attirent encore davantage que le pays sud-alpin. C'est donc par immigration que la population du département progresse : en l'an 2000, au croît de 68 personnes dû au solde naturel, s'ajoutent les 1089 personnes du solde migratoire.

La localisation des habitants est différente de celle d'il y a un siècle. A un monde résolument rural, a succédé celui des citadins ; s'ils ne sont pas proportionnellement aussi nombreux qu'en France, ils sont quand même majoritaires : 53,3% au R.G.P. de 1999. La vallée de la Durance a recueilli la majeure partie de l'accroissement démographique, ainsi que la basse Bléone jusqu'à Digne. L'agglomération de Manosque arrive au total de 26 000 habitants, suivie des villes de Digne (17 680 habitants), Sisteron (7 232 habitants). Les deux sous-préfectures de Forcalquier et de Barcelonnette ont respectivement 4 375 et 3 316 habitants, Castellane arrive tout juste à 1539 habitants. La montagne s'est vidée, des communes ont disparu ; toutefois, récemment, la population de beaucoup de cellules montagnardes s'est accrue, grâce au tourisme d'été et d'hiver. La densité de population reste faible : 20 habitants/km<sup>2</sup>, ce qui constitue une faiblesse structurelle.

### **La nouvelle économie**

La composition socioprofessionnelle de la population s'est considérablement modifiée. Entre le R.G.P. de 1954 et l'estimation I.N.S.E.E. au 1/1/2002, les personnes travaillant dans le secteur primaire (agriculture) sont passées de 45% des actifs à 6,1%, ce qui relativise l'image qui subsiste d'un département encore très agricole ; le secteur secondaire

(industrie et construction) a reculé de 23% à 19,1% et la part du secteur tertiaire a plus que doublé, passant de 36,5% à 74,5%. Le taux de chômage, 10,4% en 2001, est un peu supérieur au taux national(8,7%).

Le réseau de communication et de transport, s'il a nettement progressé, n'est pas encore à la hauteur des besoins. Le réseau routier est le meilleur, mais il n'y a que 66 km d'autoroute (A51) de Corbières à Sisteron, et le débouché vers le nord n'est pas encore réalisé. Officiellement, le tracé autoroutier Grenoble-Marseille par la Durance est destiné à doubler celui de la vallée du Rhône, au bord de l'asphyxie, mais les Haut-Alpins y ajoutent un souci d'aménagement du territoire et demandent que le tracé passe à l'est de Gap, afin de desservir les nombreuses stations de ski, alors que l'administration préfère celui par le col de Lus-la-Croix-Haute, situé donc beaucoup plus à l'ouest et moins onéreux ; le débat a plus de trente ans d'âge et a été tranché durant l'été 2003 par le Ministre des transports G. de Robien au profit du tracé passant par Gap. Le service d'autocars, qui ne peut être important vu la faible densité d'habitants, est largement subventionné par le Conseil Général ; en revanche, les véhicules particuliers sont très nombreux : 1,74 voiture par habitant en 2001 ( 1,97 en France). La vitesse et les gains de temps sont les résultats les plus tangibles de l'aménagement routier de l'axe durancien notamment entre Aix-en-Provence, les principales villes du département et les stations de ski.

En dehors de la route, la voie ferrée n'est représentée que par le tronçon qui emprunte la vallée de la Durance, toujours à voie unique et non électrifié ; le « Train des Pignes », entre Digne et Nice n'a de valeur que touristique et n'existe que pour répondre aux exigences des élus et habitants du domaine montagneux de l'est ; il connaît une fréquentation très réduite, ce qui pose la question de son maintien. La présence de la gare T.G.V. d'Aix-en-Provence rapproche toute la moitié sud du département des grands centres urbains nationaux et européens. Quant aux aéroports, il est nécessaire de recourir à ceux de Marseille ou de Nice.

En ce qui concerne l'agriculture, rappelons seulement que la S.A.U. occupe 28% de la superficie départementale ; les céréales se maintiennent, produisant 700 000 quintaux de blé dur, ce qui fait du département le plus céréalier de P.A.C.A. , mais les cultures fruitières (poires, pommes, pêches) fournissent 30% du produit agricole brut et doivent beaucoup aux possibilités d'irrigation apportées par le barrage de Serre-Ponçon et sa réserve agricole ; un gros effort est fait pour développer les plantes à parfum, aromatiques et médicinales, mais ce sont encore lavandes et lavandins qui occupent 90% de leur espace, malgré les crises cycliques qui les affectent. L'élevage reste une activité essentielle avec essentiellement les ovins qui approvisionnent l'abattoir de Sisteron.

Les forêts sont très étendues (43% de la superficie), mais sont d'un intérêt économique limité. Elles ont beaucoup progressé en un siècle avec les reboisements RTM ainsi que les reboisements spontanés dus à la déprise agricole.

Les sources d'énergie se limitent à l'hydroélectricité. L'exploitation du lignite de Mâne et des environs n'a guère dépassé la période de la guerre. L'hydroélectricité fournie par les barrages sur la Durance (Serre-Ponçon), le canal EDF ainsi que sur le Verdon, est gérée par le réseau général d'EDF. L'équipement tardif, n'a pas permis comme dans les Alpes du Nord de favoriser l'industrie et le développement urbain. La production électrique est surtout exportée.

La faiblesse du secteur industriel est historique. Les Alpes du Sud ont manqué le tournant de la révolution industrielle. Si le secteur industriel, stricto sensu, dépasse en salariés celui du BTP (bâtiment, travaux publics), les entreprises sont, pour plus de 80% d'entre elles, du type PME, occupant moins de 10 salariés, surtout dans la construction. L'industrie agroalimentaire est présente partout, de Manosque au carrefour Durance-Bléone et à Sisteron. Le parc d'activités de Sisteron à proximité immédiate de l'échangeur autoroutier constitue la zone spécialisée la plus remarquable. Son origine réside dans l'implantation des abattoirs de Sisteron et de Laragne suivie par celle des chevillards, avec 52% des emplois qui relèvent de la filière viande suivie par celle des fruits et légumes. Mais les deux grands établissements industriels du département sont Sanofi-chimie (produits pharmaceutiques) à Sisteron, et Atochem (produits chimiques de base) à Château-Arnoux-Saint-Auban, dernier avatar d'une usine créée en 1916 à des fins militaires pour des raisons stratégiques et de proximité des usines de l'étang de Berre avec lesquelles elle est reliée par un pipe-line. Ces deux usines appartiennent au groupe Total et emploient respectivement 450 et 900 personnes. Sous l'impulsion du Conseil régional et du Conseil général, l'opération Val de Durance-Bléone a été lancée dans les années 90 pour créer un vaste espace de développement économique de Manosque à Digne et Sisteron en s'appuyant sur la présence de l'A51, la proximité de l'agglomération Aix-Marseille et la qualité de la vie dans un environnement naturel exceptionnel, mais les résultats sont jusqu'à présent décevants. En revanche, il faut signaler la proximité immédiate du CEA de Cadarache qui a engendré l'installation d'entreprises de haute technologie à Manosque et les espoirs mis dans l'implantation du programme ITER.

Les commerces et les services ont bénéficié de la prodigieuse hausse du niveau de vie qui s'est produite depuis les années soixante. Ils ont changé l'allure des villes et atteint un tel niveau que le recours à une grande ville de l'extérieur s'avère de moins en moins nécessaire, sauf pour ce qui est à caractère exceptionnel.

Mais l'activité nouvelle la plus remarquable et qui est devenue la véritable richesse du département est le tourisme. Il n'y a pas de P.I.B. établi à l'échelle départementale qui permettrait de situer ce tourisme, mais les dépenses de consommation touristique sont estimées à 380 millions d'euros en 2001. En effet, la demande est forte, venant de toute la France et des pays d'Europe, et la montagne a de quoi satisfaire des goûts très divers, par ses paysages (Canyon du Verdon, haute montagne, un parc national et deux parcs naturels régionaux, une réserve géologique etc.), ses vieilles villes et petites cités, ses monuments d'architecture militaire, religieuse, civile, et son petit patrimoine rural. Les réponses aux enquêtes de tourisme ont mis l'accent sur le calme dans une région peu peuplée, la nature préservée, le soleil garanti, le terroir avec toutes ses traditions héritées et les clichés qui les accompagnent (gastronomie, « marchés de Provence », cigales, champs de lavande colorés, fromage de chèvre, etc.), la possibilité de pratiquer des sports de plein air très variés, etc. Comme le tourisme n'est pas une activité qui se développe toute seule, ce que l'on avait cru au début, et qu'elle exige une politique réfléchie et de vrais professionnels, le Conseil Général et le Comité Départemental du Tourisme ont mené des études précises et défini des axes pour l'action. L'accent a été mis sur le côté culturel (Musée de la Préhistoire de Quinson, le plus grand d'Europe, Réserve naturelle géologique de Haute-Provence, à Digne, Centre d'astronomie de Saint-Michel-l'Observatoire ; encouragement aux multiples festivals d'été, etc.), avec une analyse et une mise en valeur cohérente de toutes les petites régions du département.

La capacité d'accueil commercial peut être évaluée à 50 000 personnes, à quoi il convient d'ajouter celle des résidences secondaires : 180 000 personnes environ pour 36 000 résidences secondaires au RGP de 1999 (8 300 en 1962). Elles constituent 34% de toutes les

résidences du département. La fréquentation, exprimée en nuitées touristiques, est de près de quinze millions, mais il faut souligner sa diminution depuis quelques années : elle avait connu des pics de seize à dix-sept millions et est passée un peu en dessous de la barre des quinze millions à partir de 1996, pour rester stable ensuite : la concurrence est sévère. Dans ce total, l'apport du tourisme d'hiver s'élève aux environs de 2 300 000 nuitées, mais il est fonction de l'enneigement dans une montagne où certaines stations sont en limite climatique.

### **Une nouvelle société**

Grâce à une création croissante de richesses, Etat et collectivités territoriales, ainsi que le secteur privé, ont pu améliorer les conditions de vie dans le département, dans les divers domaines sociaux, tels que l'enseignement ou la santé : 650 places de crèches et garderies ; 18 collèges et 10 lycées ( quatre fois plus qu'au lendemain de la guerre), pour près de 13 000 élèves du secondaire ; un I.U.T. à Digne, premier établissement d'enseignement supérieur ; plus de 2300 lits d'hébergement pour personnes âgées ; un bon équipement de santé, notamment à Digne. On pourrait aussi évoquer l'amélioration de l'urbanisme de toutes les villes, l'embellissement de nombreux villages, le soin nouveau apporté au patrimoine, etc.

Alors qu'autrefois l'on ne connaissait que le bourg proche, la fréquentation de villes plus lointaines, dans lesquelles l'on se rend avec sa voiture est devenue banale. Cela a entraîné l'apparition d'un « réseau urbain ». La majeure partie du département est dominée par trois villes : Manosque, en premier lieu, simple chef-lieu de canton, mais bien située en basse Durance, qui est la ville la plus active et la plus attractive ; Digne, ensuite, dont la fonction de préfecture compense une situation moins favorable au fond du golfe de la basse Bléone ; Sisteron, « point de passage obligé », enfin, mais dont l'arrière-pays réduit limite sa zone d'influence. Il n'y a pas une grande ville qui concentrerait de plus gros moyens, comme Gap dans le département voisin. Ces trois cités sont dominées par de très grandes villes de l'extérieur, parce qu'une montagne peu peuplée ne peut fournir une clientèle suffisante : Marseille et Aix-en-Provence, voire Avignon, mais ces liens avec le Midi provençal ne sont pas une totale nouveauté. Toutefois, cela ne concerne pas l'est des Alpes-de-Haute-Provence, en gros les pays du réseau hydrographique du Var, qui se tournent vers Nice. La majorité du département fait bien partie des Alpes duranciennes qui occupent l'essentiel des Alpes du Sud, grâce à la voie durancienne qui joue son rôle naturel et historique de grand axe de passage ; les Alpes niçoises n'influencent que la frange orientale du département.

Une nouvelle image accompagne la remarquable transformation de ces pays de la haute Provence. L'image était d'abord mauvaise dans l'esprit des habitants eux-mêmes. Il fallait donc agir sur l'esprit des Bas-Alpins : c'est la tâche à laquelle s'attela l'un d'eux, Pierre Martel, dès les années cinquante, en créant le mouvement « Alpes de Lumière », qui rayonna vite sur toute la haute Provence. Il montra à ses compatriotes qu'ils n'avaient pas à rougir de leur pays ni de leur passé, que leur histoire était grande, que leurs paysages étaient âpres et beaux, que leurs ancêtres avaient édifié de superbes villages. Si les paysans de l'époque adhèrent au mouvement, ils furent rejoints par des estivants : tous ensemble, sous la conduite d'un animateur hors pair, apprirent à découvrir et apprécier, au cours d'excursions passionnantes, une haute Provence qui n'avait pas confiance en elle.

Se faire connaître par les autres Français était plus difficile, mais l'objectif semble atteint : deux enquêtes, lancées il y a une dizaine d'années par l'hebdomadaire « le Point », sur les départements où l'on aimerait vivre, ont placé le département aux premières places ; ce classement est très subjectif, mais il montre que les Alpes-de-Haute-Provence sont maintenant

connues et appréciées. La fréquentation touristique a contribué à changer l'idée que l'on se faisait d'un département plutôt répulsif ; la forte immigration (un quart des habitants actuels est arrivé après 1990) indique que vivre dans cette moyenne montagne tranquille est une occasion qu'il faut rechercher ; l'afflux des retraités et le succès du Luberon comme lieu de séjour chic sont significatifs.

Autrefois, un écrivain était consacré par la capitale ; Paul Arène, Elémir Bourges, Alexandre Arnoux, nés bas-alpins, ont dû devenir parisiens, au XIX<sup>ème</sup> siècle, pour être connus et lus. Jean Giono a rompu avec cette nécessité, le siècle suivant, et a vécu à Manosque, évoquant dans ses romans une Haute Provence qu'il aimait par dessus tout ; aujourd'hui, ce sont les « étrangers » qui se rendent annuellement au Contadour ou à Manosque pour y célébrer leur écrivain préféré. De nos jours, le romancier Pierre Magnan, né à Manosque, n'imagine pas vivre ailleurs que dans le pays de Forcalquier, et ses lecteurs le connaissent dans la France entière. Ne croyons pas que les Alpes-de-Haute-Provence aient partie gagnée, mais la dynamique impulsée il y a cinquante ans, et qui perdure, montre que le département a choisi la bonne voie.